

« Choc des Savoirs » : Trier les élèves, vraiment ? Pas dans notre école !

Le 17 mars, le gouvernement a dévoilé son vrai visage avec les arrêtés sur le "Choc des Savoirs". Ce n'est rien de moins qu'une machine à trier les élèves, une fabrique d'inégalités comme l'a montré la recherche. L'objectif est limpide : une école qui sépare, qui exclut !

La décision de marginaliser les jeunes sans DNB, qui jusqu'à présent trouvaient leur voie et parfois même leur réussite au sein de nos filières professionnelles agricoles et maritimes, est révélatrice. Ainsi les jeunes sans DNB qui pouvaient être scolarisé·es dans nos établissements, pour intégrer une classe de seconde professionnelle et dans la plupart des cas obtenir un baccalauréat, vont se voir écarté·es de la voie scolaire et dirigé·es vers la formation par apprentissage ! C'est un double affront : ces jeunes seraient "indignes" de suivre une voie scolaire. Et l'apprentissage, réduit à une voie de garage pour les "échecs scolaires". Un déni total des efforts pour valoriser l'apprentissage ... pour « lui rendre ses lettres de noblesse » !!!

Ces mesures, qui vont frapper nos élèves, et particulièrement celles et ceux les plus éloigné·es de la réussite scolaire (jeunes sans DND) ne seront évidemment pas sans impacts pour nos lycées et tout particulièrement les LPA et les LPM dans lesquels, une proportion non négligeable de jeunes inscrit·es en seconde professionnelle sont « sans DNB » ! La conséquence de cette réforme sera immédiate et brutale : des fermetures de classes de seconde professionnelle sont à prévoir, anéantissant les espoirs et les parcours de nombreux jeunes. Quant aux prétendues classes de « prépa-lycée », elles ne sont qu'une façade, une impasse cyniquement conçue pour masquer une exclusion systématique. Elles ne servent qu'à piéger les élèves sans DNB dans un dilemme toxique : opter pour un apprentissage non choisi et à condition de trouver un maître d'apprentissage ou s'engager dans une année supplémentaire de lycée, présentée comme une sanction pour leur soi-disant échec.

Le coup de grâce ? La prévision scandaleuse d'une unique classe « prépa-lycée » par région pour l'année prochaine, une décision qui frise l'absurde et qui ne fait qu'accentuer l'isolement et le

désespoir des jeunes déjà marginalisé·es. Ce n'est pas une politique, c'est une sentence d'exclusion, pure et simple !

Pour les personnels, cela se traduira cela signifie des « sous-services », des suppressions de postes et des mutations d'office dans l'intérêt du service !

Le « Choc des savoirs », avec ses groupes de niveaux et ses prétendues classes prépa 2de, n'est rien de moins qu'une stratégie gouvernementale calculée pour évincer systématiquement les élèves des milieux populaires de l'enseignement public, dès le collège et à chaque tournant de leur parcours scolaire. En plaçant l'uniforme et le Service National Universel (SNU) en haut de l'agenda politique et financier, le gouvernement dévoile sans équivoque sa vision d'un modèle d'École : celle d'**une école qui trie, qui exclut, une école ancrée dans un passé révolu et empreinte de conservatisme**. C'est une marche forcée vers une éducation élitiste, où l'opportunité est réservée à quelques-uns, au détriment de la majorité.

Nous rejetons catégoriquement le tri de nos élèves et disons NON à la division !

La suppression de postes et les mutations forcées ? INACCEPTABLE !

Nous sommes déterminé·es, plus que jamais, à lutter sans relâche contre la mise en place des classes prépa-lycée.

L'intersyndicale (Élan commun, FO-EA) appelle à se mobiliser pour construire cette opposition dans la durée :

- **Grève nationale le 2 avril** : Soyons uni·es pour réclamer l'abrogation des mesures "Choc des savoirs". Exigeons une revalorisation salariale juste, sans conditions, et revendiquons les ressources indispensables à une école publique de qualité pour tous.

- **Campagne d'information** : Informons largement les personnels et les familles. Organisons des heures syndicales, des assemblées générales, des réunions publiques. Mobilisons-nous dans chaque conseil d'administration pour faire entendre notre voix.

- **Pour lancer une réflexion sur une action décisive pour la rentrée 2024** : Si nécessaire, soulevons la question cruciale lors des Assemblées Générales : "Refusons ensemble une rentrée basée sur l'exclusion et le tri !". Pouvons-nous participer à une rentrée qui trahit nos valeurs d'égalité et de solidarité.

Toutes et tous en grève le mardi 2 avril et inscrivons l'action dans la durée.